

RAPPORT SUR LE BUDGET DE 2008-2009

présenté au

Conseil des gouverneurs

Le 11 avril 2008

Respectueusement soumis par le Comité du budget,

J. Woodsworth (présidente)

R. F. Bourgeois

H. d'Entremont

G. Labelle

S. Radey

S. Silvertown

Université Laurentienne Budget 2008-2009

Le contexte actuel pour les universités de l'Ontario

Dans le cadre de son plan d'action *Vers des résultats supérieurs*, le gouvernement de l'Ontario a engagé 6,2 milliards de dollars sur cinq ans afin d'améliorer l'accès aux études du premier cycle et d'offrir de meilleures installations; 2,8 milliards de dollars vont aux universités. Cette année (2007-2008), la Province a choisi d'investir près de 500 millions de dollars cet hiver pour financer les universités, y compris 135 millions de dollars pour la réfection des campus, 115 millions de dollars pour la recherche et 210 millions de dollars en liquidités de fin d'année pour les immobilisations. De nouveaux fonds de 200 millions de dollars ont aussi été annoncés lors de la récente soumission du budget provincial pour la réfection du campus et l'entretien différé. Pourtant, même si ces fonds supplémentaires apportent un soutien financier fort nécessaire aux universités ontariennes pendant une période d'expansion rapide, ils n'atteignent pas les cibles recommandées à la suite de l'examen de l'enseignement postsecondaire mené par M. Rae. En 2006-2007, la Province a versé 3 milliards de dollars de fonds de fonctionnement aux universités de l'Ontario. Le Conseil des universités de l'Ontario a cependant toujours souligné que, en ce qui concerne les fonds de fonctionnement par étudiant, les autres provinces canadiennes devancent l'Ontario et que celle-ci offre le plus bas financement par personne depuis 15 ans. En outre, même si les 700 millions susmentionnés aident les universités à réaliser leurs projets d'immobilisation et l'entretien différé, ils allègent très peu les pressions que la plupart connaissent pour dresser les budgets de fonctionnement nécessaires pour 2008-2009.

Au cours de sa réunion de l'hiver tenue en mars, le Conseil des cadres administratifs supérieurs représentant toutes les universités ontariennes a conclu que la majorité des universités de la province éprouveront des difficultés financières pendant l'exercice 2008-2009. La plupart des membres de ce conseil ont prévu des manques à gagner substantiels dans les fonds de fonctionnement et beaucoup envisagent la possibilité de restreindre substantiellement les dépenses de fonctionnement afin d'éliminer ou du moins réduire les déficits. Certaines universités ont aussi adopté la pratique qui consiste à présenter leurs budgets sur une base pluriannuelle, disons 3 ou 4 ans, afin d'accomplir les mesures requises pour équilibrer leurs budgets. Bref, il semble que l'année à venir et, dans certains cas, les suivantes, sera difficile pour les universités de l'Ontario en ce qui concerne les fonds de fonctionnement.

Le contexte actuel de la Laurentienne

Dans le contexte présenté ci-dessus, la Laurentienne a aussi bénéficié de deux contributions tardives du gouvernement de l'Ontario : un transfert de 5,827 millions de dollars pour financer la réfection du campus et une contribution de 5 millions de dollars annoncée récemment pour appuyer la construction du nouveau Centre d'études sur les lacs Vale Inco. Quoique cette assistance soit clairement bénéfique à long terme, elle ne contribue malheureusement pas beaucoup à répondre à notre besoin immédiat et pressant de fonds de fonctionnement pour 2008-2009. À cet égard, la situation de notre université ne diffère pas tellement de celle de la plupart des autres de la province. Les fonds provinciaux de fonctionnement n'ont pas suivi la croissance de l'effectif étudiant et des coûts.

Dernièrement, l'Université a connu un taux de croissance souvent supérieur à celui d'autres universités.

Ainsi, de 2002 à 2006,

- L'effectif total a passé de quelque 6 300 à plus de 9 000 étudiants, soit une hausse de 44 % par rapport à la moyenne de 22 % dans la province en général.
- La valeur des activités de recherche de l'Université est passée d'environ 9 millions de dollars en 2003 à plus de 38 millions de dollars en 2006, la plaçant en tête du classement pour la croissance du revenu pour la recherche au Canada l'an dernier. À cela s'ajoute la création ou l'expansion de plusieurs centres de recherche de calibre international, notamment, le Centre d'excellence en innovation minière (CEIM) et ses entités connexes comme la Société de recherche appliquée en innovation minière et de réhabilitation (MIRARCO), le nouveau Centre de recherche et de créativité dans les humanités (Centre des humanités), le Centre de recherche en santé dans les milieux ruraux et du nord (CRSRN), ainsi que le Centre d'études sur les lacs, partenariat unique avec le gouvernement provincial, la municipalité et l'industrie et nouvelle initiative de la Laurentienne qui repose sur le succès de l'Unité conjointe d'écologie d'eau douce.
- L'effectif professoral à plein temps a augmenté de 27 % pour atteindre les 400 personnes environ, les recrutements les plus récents étant liés à des programmes de recherche qui mettent à contribution des étudiants du premier cycle et des cycles supérieurs.
- De nouveaux programmes ont été créés dans des domaines comme l'anglais, les sciences de l'éducation, les sciences médico-légales, l'administration des sports et les programmes d'études supérieures.
- Il y a eu de nouvelles ententes de collaboration avec des collèges communautaires et d'autres établissements. Par exemple, environ 1 000 étudiants suivent maintenant des programmes offerts dans le cadre de l'entente de collaboration entre la Laurentienne et le Collège Georgian. Étant donné le succès du programme spécialisé de BBA, les plans pour 2008 incluent l'ajout de la 4^e année au programme de BA que nous offrons sur le campus de Georgian à Barrie.

Facteurs clés de la pénurie de fonds de fonctionnement

À une époque où d'autres universités bénéficiaient de l'assistance à l'infrastructure offerte par le programme SuperCroissance (du gouvernement précédent), les inscriptions à la Laurentienne étaient à la baisse. Lorsque nous avons commencé à grandir, le programme n'existait plus, car le gouvernement actuel a choisi de réorienter les fonds vers l'initiative *Pour des résultats supérieurs*.

Résultat, l'Université a été forcée de financer elle-même les immobilisations supplémentaires requises pour faire face à la croissance substantielle de la population étudiante, ce qui a entraîné une hausse importante de sa dette.

Les coûts du service de la dette et de l'important entretien différé de l'infrastructure du campus consommeront clairement les ressources très limitées que l'Université devrait consacrer à son principal rôle, c.-à-d. l'éducation. Cette perspective a en fait tempéré la croissance potentielle dans certains domaines prioritaires de l'Université, non seulement les études du premier cycle mais surtout les programmes d'études supérieures et les activités de recherche connexes.

En plus de ces pressions financières récentes, nos **dépenses de fonctionnement** de 2008-2009 devraient augmenter substantiellement par rapport au budget de l'an dernier, en grande partie pour trois raisons :

- Les charges différentielles locatives et du service de la dette représenteront les coûts supplémentaires liés aux locaux du Centre Willet Green Miller, de l'École anglophone des sciences de l'éducation et du Centre sportif Ben-Avery.
- Il faut tenir compte des retombées des négociations collectives de ce printemps, car les salaires et les avantages sociaux représentent près de 80 % de nos dépenses de fonctionnement.
- Plusieurs des autres dépenses de fonctionnement sont liées aux augmentations du coût de la vie même si l'envergure des opérations peut être maintenue au niveau actuel. Le carburant illustre bien la situation.

Sur le plan des **revenus** :

- Les revenus des droits de scolarité demeureront relativement stables en 2008-2009, car la modeste hausse des droits de scolarité approuvée compensera probablement le léger déclin des inscriptions. Malgré tout, ce déclin prévu sur le campus de Sudbury mis à part, des développements positifs valent la peine d'être mentionnés : le nombre d'étudiants étrangers devrait augmenter substantiellement et le nombre d'étudiants de la Laurentienne sur le campus du Collège Georgian à Barrie continuera aussi de grimper.

Les prévisions initiales révèlent un important manque à gagner

Les prévisions initiales du budget de fonctionnement de 2008-2009 présentées au Comité des finances du Conseil des gouverneurs à la fin de 2007 ont montré que, à moins de prendre des mesures pour réduire les dépenses et améliorer les revenus, l'Université connaîtra un manque à gagner d'environ 12 millions de dollars. De toute évidence, cette situation était inacceptable et exigeait que le Comité du budget détermine des mesures qui aligneraient les dépenses sur les revenus projetés. C'est ce que nous avons fait et que nous présentons dans ce projet de budget de 2008-2009.

Aussi troublantes que pouvaient être ces premières prévisions du *statu quo*, elles ont néanmoins sonné l'alarme. Étant donné que la hausse importante des coûts due à des facteurs comme les négociations collectives, les locaux et le coût de la vie se produira à une période où les revenus n'augmenteront pas, l'intégration d'une stratégie de transition à court terme et d'un plan financier à long terme à la mise en œuvre du plan stratégique de l'Université se justifie.

Mesures proposées pour réduire le manque à gagner

En collaboration avec les doyens et doyennes et directeurs et directrices d'unités et au cours de plusieurs réunions, le Comité du budget a examiné en détail tous les aspects du fonctionnement de l'Université.

Les restrictions les plus importantes touchent les domaines suivants :

- Pas de remplacement pour les postes vacants et de durée limitée;
- Gel de la dotation en personnel permanent; les exceptions devant être approuvées uniquement par la rectrice sur recommandation du Comité du budget;
- Économies sur les pensions résultant de la récente évaluation du régime de retraite;
- Réductions des dépenses discrétionnaires des doyens;
- Compressions dans les réparations et rénovations des installations matérielles;
- Refinancement des prêts internes;
- Compressions des budgets de fonctionnement;
- Réductions dans les vice-rectorats;
- Réduction des comptes pour éventualités;
- Programme de retraite et de départ anticipés.

Plus de 20 domaines seront visés par les compressions, ce qui représente au total un peu plus de 7,6 millions de dollars. Presque toutes les dépenses discrétionnaires ont été supprimées, ce qui laisse peu de marge de manoeuvre pour l'année à venir. Aucune dépense pour une nouvelle initiative ne sera approuvée à moins qu'elle ne soit exceptionnelle, par exemple, si elle concerne des questions de santé et de sécurité, ou qu'il ne s'agisse de dépenses qui peuvent entraîner des économies considérables ou une hausse des revenus.

De plus, nous prévoyons une légère hausse des revenus auxiliaires et divers, c.-à-d. 0,6 million de dollars.

Combinés, ces compressions sévères et les revenus supplémentaires réduiront le manque à gagner de 8,2 millions de dollars, laissant un déficit prévu de 3,8 millions de dollars.

Après 2008-2009

Face aux coûts qui continueront de grimper pour les raisons présentées dans ce résumé, au départ de la double cohorte et aux inscriptions qui n'augmenteront probablement pas beaucoup au cours des deux prochaines années, l'Université devra formuler une stratégie de transition en attendant la reprise de la croissance.

Ce plan pourrait être préparé au cours de l'été et de l'automne, présenté au Sénat et au Conseil des gouverneurs d'ici le mois de décembre, et mis en œuvre en deux ou trois ans.

Les éléments qu'il faudrait prendre en compte dans le remaniement de la base financière de l'Université incluraient :

- Le regroupement de certains cours et la restructuration de la valeur en crédits de programmes en s'alignant sur ce que la plupart des autres universités offrent.
- La consolidation de l'espace : un plan de l'espace du campus a été entrepris et facilitera ce travail. Des classes de grande taille sont envisagées.
- La mise en commun de services de technologie de l'information (TI). Un examen de base de nos activités et services de TI s'est terminé récemment et facilitera la tâche.
- Expansion de notre capacité de liaison et de marketing afin d'améliorer les inscriptions au-delà des prévisions actuelles.
- Hausses salariales modérées et réduction de l'embauche.

Aucune de ces mesures ne sera facile. Cependant, en consolidant la base de la Laurentienne, elles lui permettront d'exploiter les succès qu'elle a remportés au cours des cinq dernières années.

Les détails des revenus et des dépenses proposées dans ce budget sont exposés dans les annexes.

P.j.

Université Laurentienne
BUDGET 2007-2008

(en milliers de \$)

REVENUS

Revenus budgétés au début de l'année	99 216
Changements:	
Augmentation des subventions	(845)
Augmentation des frais de scolarité	528
Intérêts	75
Revenus divers	1 084
Subvention de soutien indirect à la recherche	95
	<hr/>
Prévisions en matière de revenus pour fin de l'année	<u>100 153</u>

DÉPENSES

Dépenses budgétées au début de l'année	103 397
Engagements élargis:	
Salaires et avantages sociaux inclus fonds pour augmentations	4 858
Services publics & contrats d'entretien ménager	385
Loyer - CWGM	605
Remboursement de la dette	1 225
Diminutions nettes proposées des dépenses	(6 249)
	<hr/>
Total avant affectations	<u>104 221</u>
Affectations	<u>(1 668)</u>
Prévisions en matière de dépense pour fin de l'année	<u>102 553</u>
SURPLUS (DEFICIT)	<u>(2 400)</u>

Université Laurentienne
BUDGET 2007-2008

Augmentations proposées des dépenses

UNITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE

Corps professoral - Changements et nominations	373 570	
Programme Georgian	508 357	
Dépenses de fonctionnement	36 500	918 427
		<hr/>

SOUTIEN À L'ENSEIGNEMENT ET À LA RECHERCHE

Postes d'auxiliaires à l'enseignement	254 000	
Dépenses de fonctionnement	30 000	
Soutien en matière de secrétariat et technicien	47 900	331 900
		<hr/>

AUTRES SECTEURS

Autres		181 394
		<hr/>

Total des augmentations proposées

1 431 721

Diminutions proposées des dépenses

UNITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE

Corps professoral - Changements et nominations	(973 550)	
Décanat - Fonds discrétionnaires et pour éventualités	(677 034)	(1 650 584)
		<hr/>

SOUTIEN À L'ENSEIGNEMENT ET À LA RECHERCHE

Bureau du Vice-recteur à l'enseignement	(660 000)	
Soutien en matière de secrétariat et technicien	(104 290)	
Recherche, développement et créativité	(100 000)	(864 290)
		<hr/>

AUTRES SECTEURS

Administration - Postes et changements	(369 750)	
Bourses	(300 000)	
Services aux étudiants	(100 000)	
Planification stratégique	(200 000)	
Réduction naturelle des effectifs	(75 000)	
Installations	(975 000)	
Avantages sociaux	(1 705 665)	
Autres	(1 440 700)	(5 166 115)
		<hr/>

Total des diminutions proposées

(7 680 989)

Total des diminutions proposées des dépenses

(6 249 268)

Université Laurentienne
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2008-2009

	BUDGET 2007-2008	SITUATION ANTICIPÉE 2007-2008	BUDGET 2008-2009
Total des revenus	99 216 335	97 385 179	100 152 761
Total des dépenses	99 216 335	98 828 179	102 552 294
SURPLUS (DÉFICIT) NET	0	(1 443 000)	(2 399 533)
SURPLUS ACCUMULÉ			
Début de l'exercice	1 443 000	1 443 000	0
Surplus (déficit) net	0	(1 443 000)	(2 399 533)
Fin de l'exercice	1 443 000	0	(2 399 533)

TABLEAU 2

Université Laurentienne
ESTIMATION DES REVENUS POUR 2008-2009

	BUDGET 2007-2008	SITUATION ANTICIPÉE 2007-2008	BUDGET 2008-2009
SUBVENTIONS PROVINCIALES			
DE BASE	36 311 000	36 658 000	36 658 000
NORD DE L'ONTARIO	5 704 000	5 704 000	5 704 000
BILINGUISME	5 740 000	7 742 000	7 742 000
ACCESSIBILITÉ	131 000	301 362	301 362
LEADERSHIP EN RECHERCHE	200 000	196 000	196 000
TAXES MUNICIPALES	477 000	477 000	477 000
SAGES-FEMMES	331 467	331 467	331 467
PROGRAMME DE COLLABORATION (SC INFIRMIÈRES)	525 000	801 336	801 336
FONDS DE RENDEMENT EN RECHERCHES	294 000	350 000	350 000
FONDS DE CROISSANCE (1er CYCLE)	2 721 410	2 092 673	1 877 800
FONDS DE CROISSANCE (ÉTUDES SUPÉRIEURES)	1 432 074	1 034 021	1 459 001
FONDS DE RENDEMENT	320 000	313 891	314 000
FONDS DE QUALITÉ	1 120 000	1 120 000	1 120 000
FONDS POUR LA CROISSANCE-ÉTUDES SUPÉRIEURES	578 939	200 000	250 000
DÉDOMMAGEMENT (DROITS DE SCOLARITÉ)	940 000	977 325	977 325
SUBVENTION SPÉCIALE (FRANCOPHONE)	4 862 689	2 264 349	2 062 558
NOUVELLES INITIATIVES EN MATIÈRE DE QUALITÉ	2 172 800	2 169 800	2 169 800
MAÎTRISE EN SCIENCES INFIRMIÈRES		225 000	225 000
TOTAL DES SUBVENTIONS PROVINCIALES	63 861 379	62 958 224	63 016 649
SUBVENTION FÉDÉRALE DE SOUTIEN INDIRECT À LA RECHERCHE	1 438 000	1 438 000	1 532 795
REVENU DES DROITS DE SCOLARITÉ	29 432 157	27 935 000	29 959 798
REVENUS DIVERS	3 809 800	4 303 955	4 893 520
INTÉRÊTS	675 000	750 000	750 000
TOTAL DES REVENUS	99 216 335	97 385 179	100 152 761

Université Laurentienne
BUDGET DES DÉPENSES POUR 2008-2009

	BUDGET 2007-2008	BUDGET 2008-2009
SCIENCES SOCIALES ET HUMANITÉS	19 015 446	19 570 968
SCIENCES ET GÉNIE	16 335 979	16 211 880
ÉCOLES PROFESSIONNELLES	16 478 537	16 652 416
FACULTÉ DE GESTION	4 746 755	4 970 099
ÉTUDES SUPÉRIEURES	1 941 058	2 275 000
BIBLIOTHÈQUE	4 813 395	4 845 530
ÉDUCATION PERMANENTE	2 314 542	2 265 059
AUTRES DÉPENSES D'ENSEIGNEMENT	4 216 349	3 615 399
SERVICES ÉTUDIANTS	9 296 236	8 933 039
ADMINISTRATION	8 118 323	8 171 979
SERVICE D'INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	2 706 655	2 753 488
AVANCEMENT DE L'UNIVERSITÉ	2 095 317	2 122 188
INSTALLATIONS	9 711 357	11 097 080
INITIATIVES DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE	200 000	0
RÉDUCTION NATURELLE DES EFFECTIFS	(250 000)	(325 000)
RÉPARTITION DES SUBVENTIONS (RECHERCHE OU AUTRES)	90 000	65 000
AUTRES	1 566 829	996 245
TOTAL AVANT AFFECTATIONS	103 396 779	104 220 370
REDRESSEMENT DES AFFECTATIONS	(4 180 444)	(1 668 076)
TOTAL DES DÉPENSES	99 216 335	102 552 294

TABLEAU 4

Université Laurentienne
ANALYSE PAR ARTICLE DE DÉPENSE
BUDGET 2008-2009

	BUDGET 2007-2008	SITUATION ANTICIPÉE 2007-2008	BUDGET 2008-2009
SALAIRES	65 232 763	64 912 712	68 227 362
AVANTAGES SOCIAUX	13 314 975	12 604 975	11 208 689
TOTAL PARTIEL	78 547 738	77 517 687	79 436 051
ACQUISITIONS DE LA BIBLIOTHÈQUE	1 775 000	1 775 000	1 789 000
SERVICES PUBLICS & CONTRATS D'ENTRETIEN MÉNAGER	3 715 500	3 415 500	3 885 500
ÉQUIPEMENT	3 079 749	3 081 749	2 817 607
BOURSES	4 771 898	4 771 898	4 471 898
ASSURANCES	330 000	360 000	400 000
FRAIS DE JUSTICE ET DE VÉRIFICATION	320 000	420 000	400 000
RÉPARATIONS MAJEURES	485 000	485 000	0
DÉPLACEMENTS, RÉUNIONS (COMPRED SPORTS INTER.)	1 105 818	1 055 810	997 412
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	860 000	860 000	920 000
RECRUTEMENT ET DÉMÉNAGEMENT	709 971	709 971	407 977
ADHÉSIONS	185 000	185 000	185 000
SUBVENTIONS DE RECHERCHE DIRECTE	190 000	190 000	210 000
LOCATION D'ESPACES	437 904	437 904	1 042 904
TAXES MUNICIPALES	445 000	477 000	477 000
FONDS PRIORITAIRE - ENSEIGNEMENT	205 000	205 000	0
INITIATIVES DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE	200 000	200 000	0
AUTRES	6 033 202	7 169 756	1. 6 780 021
TOTAL AVANT AFFECTATIONS	103 396 779	103 317 275	104 220 370
REDRESSEMENT DES AFFECTATIONS	(4 180 444)	(4 489 096)	(1 668 076)
TOTAL DES DÉPENSES	99 216 335	98 828 179	102 552 294

NOTE

1. Fournitures pédagogiques, fournitures de laboratoire, fournitures de bureau, frais interurbains téléphone, frais postaux, impression, catalogage des ressources documentaires, publications, publicité et promotion